

Looks like OPEC is at it again.



Donald J. Trump
@realDonaldTrump

Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!

11:57 AM - 20 Apr 2018



أرامكو السعودية
Saudi Aramco



Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!



Donald J. Trump ✓
@realDonaldTrump

Looks like OPEC is at it again. With record amounts of Oil all over the place, including the fully loaded ships at sea, Oil prices are artificially Very High! No good and will not be accepted!

11:57 AM - 20 Apr 2018

‘Gulf crisis threatens E Africa peace efforts’



Diplomatic tensions between countries in the Gulf are threatening peace efforts in East Africa, particularly in the Horn of Africa, the EU's special envoy has warned.

The crisis, which erupted nearly a year ago, has pitted Saudi

Arabia, the UAE, Egypt and Bahrain against Qatar, with Riyadh and its allies accusing Doha of fostering close ties with Iran and backing Islamic extremists. Qatar has denied all the allegations and the accusers have failed to submit any evidence to support their claims.

But the fallout has had direct repercussions in the Horn of Africa where it has exacerbated already-existing tensions, notably in Somalia, said Alexander Rondos, Europe's special envoy to the region.

In particular, tensions have escalated steadily between Somalia and the United Arab Emirates, which has sought to extend its influence there as the war in Yemen rages on.

Although the two countries have been traditionally close, Mogadishu's attempts to remain neutral over the Gulf divisions have not gone down well.

One of the EU's "most important objectives" is to make sure that East Africa "is as well protected as it can be from what is a rapidly shifting geopolitical environment" in the Gulf, he said on Friday following a two-day seminar of EU envoys to the region.

Political strife between Gulf states and their alliances with east African players was "the biggest strategic issue because it could easily undermine all of the efforts to overcome East Africa's own particular crises, whether it's South Sudan or Somalia," Rondos said.

UN ENVOYÉ très spécial

UN ENVOYÉ très spécial

Dans la poudrière du Golfe où la guerre couve entre le Qatar et l'Arabie saoudite, Emmanuel Macron s'est trouvé un guide atypique : un diplomate arabophone, pieux et royaliste. SOPHIE DES DÉSERTS a rencontré cet oiseau rare, dont les confidences éclairent quarante ans de relations très particulières.



SABLES MOUVANTS Mohammed Ben Salman, prince héritier d'Arabie saoudite, et Tamim Al-Thani, émir du Qatar, deux jeunes souverains dont le conflit menace la stabilité du Golfe. En arrière-plan, le regard de Bertrand Besancenot, conseiller diplomatique du gouvernement français.

C'est une curiosité, presque une antiquité en Macronie. Il vient de l'ancien monde, ambassadeur à cravate soyeuse et chevalière, pieux catholique, de droite, engagé pour François Fillon durant la campagne présidentielle. Son patronyme, le même que le facteur gauchiste du NPA, a toujours fait sourire au Quai d'Orsay. Besancenot, Bertrand de son prénom, n'a rien d'un révolutionnaire ; tout juste s'il ne souhaite pas le retour de la monarchie. Le genre de spécimen dont, a priori, ne raffole pas Jupiter.

Le diplomate se préparait ainsi à une fin de carrière

paisible, au bout d'un couloir poussiéreux du ministère des affaires étrangères. Adieu les postes exaltants au Qatar et en Arabie saoudite où il est resté plus de neuf ans, du jamais vu dans les annales. Il fait un peu gris en France, mais un matin d'août 2017, le téléphone sonne. L'Élysée demande à le voir. À peine élu, Emmanuel Macron a tenté de nouer des liens avec les dirigeants du Golfe qui s'affrontent dans une crise sans précédent. Mohammed Ben Salman, dit « MBS », le nouvel homme fort du royaume saoudien, a 32 ans ; l'émir du Qatar, Tamim Al-Thani, 37. Quelques affinités, au moins générationnelles, pouvaient naître... Le président les a appelés, ainsi que leurs voisins. Mais au Moyen-Orient, tout se tisse lentement. « *Time consuming*, sans résultat », a déploré Macron devant ses équipes. Il veut au plus vite un envoyé spécial dans la poudrière, quelqu'un susceptible d'éteindre le feu entre l'Arabie saoudite et le Qatar, deux partenaires stratégiques pour la France, grands acheteurs de matériel militaire. On lui souffle qu'il n'y en a qu'un pour cette mission délicate, un diplomate arabophone intimement lié à la famille royale qatarie et tout aussi connecté au cœur du pouvoir saoudien. Il connaît mieux que personne l'histoire et la psyché de ces riches bédouins wahhabites, ce qui les unit, les divise, ce qu'ils pensent secrètement de la France et de ses dirigeants. Besancenot, voilà l'homme qu'il lui faut. « Macron a été droit au but, confie le diplomate. Il avait lu mes notes sur la situation dans le Golfe, la nouvelle donne en Arabie saoudite depuis l'arrivée au pouvoir du roi Salman et de son fils MBS, leur volonté d'isoler le Qatar. C'est un homme politique intelligent, pragmatique, soucieux d'aller vite. » En un quart d'heure, la décision était prise, Besancenot, nommé conseiller diplomatique du gouvernement. Il serait le guide du président dans les sables mouvants du Golfe.

Ne négliger aucun levier, jamais. « La diplomatie Whatsapp fonctionne aussi », observe-t-il, l'œil joueur pointé sur la coupole dorée des Invalides, comme pour faire oublier la

modestie de son petit bureau du Quai d'Orsay. Complet gris clair, poignets tenus par des boutons de manchette, Bertrand Besancenot saisit son téléphone et déroule les derniers messages de MBS, le trentenaire enfiévré qui secoue la péninsule arabique. Il l'a connu à 20 ans, beau garçon, courtois, dans l'ombre de son père, Salman, alors gouverneur de Riyad. Une fois intronisé en 2015, à l'âge de 79 ans, le souverain a propulsé son fils ministre de la défense, chef de la maison royale et, enfin, prince héritier. « MBS a toujours été le préféré du roi, souligne Besancenot. Le moins américanisé de ses nombreux enfants, celui qui n'a pas fait d'études aux États-Unis, mais une licence de droit à la King Saud University. » Personne n'avait prédit une telle ascension. MBS est en phase avec la jeunesse d'un pays où deux tiers de la population a moins de 30 ans ; il a compris la soif de changements, devenue impérieuse après la chute des cours du brut. Les déficits se creusent, l'oisiveté subventionnée n'est plus tenable. L'héritier s'est imposé d'une main de fer, réformant à tout-va, l'économie (son plan « Vision 2030 » prévoit des privatisations, des projets futuristes sur la Mer rouge...), le sort des femmes (qui ont désormais le droit de conduire et d'aller au cinéma), sans oublier d'éliminer ses opposants, au prix d'une vague d'arrestations sans précédent, dite « anticorruption », jusque dans sa famille. Même démonstration de force à l'égard des voisins : l'Iran chiite, l'ennemi suprême, menace pour son hégémonie régionale, le Yémen où il poursuit une guerre sanglante et, plus récemment, le Qatar.

Le petit-cousin, jadis docile, s'est pris pour un grand avec sa diplomatie agressive, portée par sa chaîne Al-Jazeera et son soutien aux Frères musulmans, honnis de l'Arabie saoudite. MBS veut le mettre à terre. Le sage prince est devenu guerrier. Besancenot suit de près sa métamorphose. Il a gardé le fil, échange avec lui des textos, dont il ne dévoile que des bribes, à condition de les tenir secrètes. Le devoir de réserve l'oblige. MBS écrit sans manière, direct, cash. Il ne

tolère aucune leçon, d'autant qu'il peut compter sur son nouvel ami, Donald Trump, et sur ses voisins, les Émirats arabes unis, le sultanat d'Oman et le Koweït, alignés sur ses positions au sein du conseil de coopération du Golfe (CCG). « La voie est étroite, concède Bertrand Besancenot. Mais il faut répéter *ad nauseam* que la prolongation de la crise est délétère pour tous, que le monde des affaires déteste plus que tout l'incertitude. »

Pour l'instant, MBS continue sa politique de pression sur Doha, qu'il accuse de tous les maux, et d'abord de soutenir des organisations terroristes, comme Daech. La guerre de l'information s'embrase dans chaque camp, à coups de « *fake news* », d'e-mails piratés. Le blocus terrestre, maritime, aérien imposé au Qatar par le CCG est maintenu. L'émirat enrage, l'inflation grimpe, des produits manquent, des vaches ont même été importées d'Australie pour éviter une pénurie de lait. Le Qatar cherche de nouveaux appuis en Turquie, en Iran, renforçant encore les foudres de MBS. Besancenot a plaidé pour que Macron le rencontre, en novembre 2017, aéroport de l'inauguration du Louvre d'Abou Dhabi. Il fallait au plus vite faire connaissance, engager le dialogue et négocier la libération du premier ministre libanais, Saad Hariri, alors détenu à Riyad. Le président français a effectué un arrêt dans la capitale saoudienne, court mais prometteur. De son côté, le diplomate a entamé une discrète tournée dans le Golfe. « Je leur ai dit à tous : "Faites attention, cette crise profite surtout à l'Iran, avec un risque d'emballement généralisé." »



MISSI DOMINICI Bertrand Besancenot à Riyad, lors de la signature en 2008 d'un accord entre Veolia et la compagnie saoudienne de distribution d'eau.

« Je visite la suite, il y avait des fleurs de lys peintes dans la cuvette des toilettes. Un Qatari murmure fièrement : "On nous a dit que votre président descendait de Louis XV !" »
BERTRAND BESANCENOT (CONSEILLER DIPLOMATIQUE DU GOUVERNEMENT)

Ventes d'armes et chasses aux faucons

Baptême du feu : Doha, 1978, parce que le nom lui plaisait bien. « Je l'avais entendu à la radio dans une réclame pour la Middle East Airlines, se souvient Besancenot. Doha, c'était doux, exotique. » Il a senti un parfum d'orient, celui de son enfance libanaise dans les années 1960. Le père dirigeait une compagnie d'assurances à Beyrouth. La belle vie, l'école jésuite avec Hervé, son frère jumeau, une bonne adorable qui leur apprend l'arabe et les délices du Chouf ; inoubliables balades dans les montagnes à dos d'âne et ces après-midi de plage où des diplomates en lin devisaient, whisky en main,

jusqu'au coucher du soleil. « C'est cette image qui m'a donné envie d'être ambassadeur, songe Besancenot. Si j'avais su... » Il n'a pas pris la voie royale, viré de Sciences Po Paris, comme son jumeau, en raison de leurs chemises à fleurs de lys et de leurs dissertations royalistes, baroques au lendemain de mai 1968. Les deux frères, diplômés de droit, étudièrent aux Langues O', avant de décrocher le concours du Quai d'Orsay.

À 26 ans, Bertrand atterrit au Qatar, ce confetti d'État récemment libéré du joug anglais. Le voici numéro deux d'une minuscule ambassade. Doha est alors un village de pêcheurs, un seul hôtel, un vieux souk, pas de boutiques de luxe, quelques bateaux tanguent dans la baie où Ieoh Ming Pei, le célèbre architecte, érigera plus tard un somptueux musée d'art islamique. L'émirat somnole encore. Aux commandes, « un notaire de province », le cheikh Khalifa Al-Thani, père de l'ancien émir, Hamad, et grand-père de l'actuel, Tamim. Dans le Golfe, à Riyad notamment, les Al-Thani sont considérés comme des nouveaux riches. Ils ont beau descendre des mêmes tribus bédouines, on les méprise un peu. Le cheikh Khalifa, soucieux de se détacher des Britanniques, se rapproche de la France. Les premiers accords militaires datent de cette époque, les ventes d'armes décollent. Bertrand Besancenot fait la connaissance de Hamad Al-Thani, alors jeune ministre de la défense. Il fréquente les pontes de Lagardère et Dassault qui, plus tard, tenteront de l'embaucher. Initiation aux négociations stratégiques qui demandent tant de politesses, de chasses aux faucons, de pourparlers sans fin, l'apprentissage d'une part essentielle du métier dans la région. En 1980, Besancenot prépare la visite de Valéry Giscard d'Estaing à Doha. « L'émir avait fait refaire pour l'occasion le palais des hôtes de façon grandiose, se souvient-il. On m'a introduit dans la suite présidentielle, la salle de bains en marbre. Il y avait des fleurs de lys azur peintes dans la cuvette des toilettes. » Un Qatari murmure fièrement : « On nous a dit que votre président descendait de Louis XV ! » Giscard salue Besancenot, ébahi de le retrouver alors qu'il jure l'avoir

quitté quelques heures plus tôt à Bahreïn... Il s'agissait de son jumeau, Hervé, attaché d'ambassade dans le sultanat voisin. Les inséparables se suivront toute leur carrière, ravis de perpétuer la longue tradition des frères du Quai d'Orsay. Pas à pas, Bertrand Besancenot apprend les us et coutumes des Qataris, les chausse-trappes qu'il faut éviter. Un jour, le cheikh Khalifa le convie sur son trône, entouré de gardes à longs sabres, d'eunuques à plumes, d'oiseaux majestueux. « Vous m'avez rendu service, choisissez ce que vous voulez », dit-il en ordonnant qu'on ouvre sa caverne étincelante de bijoux, de bibelots, de dorures. Le jeune diplomate murmure qu'il ne peut rien accepter. « Mais vous êtes un orientaliste, insiste le souverain. Vous savez que, chez nous, on ne refuse pas un cadeau. Allez prenez ce qu'il y a de plus petit ! » Va pour une montre Omega, seul présent de valeur accepté à ce jour, note Besancenot.

Les Qataris expérimentent déjà la diplomatie du carnet de chèques, offrant à tout-va des valises de cravates, de montres, et même du cash. « Avec tous ces cadeaux, on va être noyé sous les visites de parlementaires », s'inquiète-t-on alors à l'ambassade. Le jeune attaché, lui, observe la moisson des affidés. Il garde ses distances, tout en tissant ses réseaux au bras de son épouse, Maud, une infirmière fine et énergique, fille d'un sénateur gaulliste. Chez les Besancenot, la diplomatie se vit en couple. Ils baptisent leur premier enfant Marie-Doha, joli souvenir du Qatar, avant de s'envoler vers d'autres postes : New York, Bruxelles, puis Genève, à la conférence du désarmement de l'ONU.



DE MÈRE EN FILS La cheikha Moza, récemment reçue à l'Élysée par Brigitte Macron. Son fils, l'émir du Qatar Tamim Al-Thani (page de droite), a eu droit aux honneurs d'Emmanuel Macron.

« Vous êtes un orientaliste. Vous savez que, chez nous, on ne refuse pas un cadeau. Allez, prenez ce qu'il y a de plus petit ! »

« Sept couches de tapis rouge »

Retour dans l'émirat en avril 1998, au poste d'ambassadeur cette fois. Besancenot est reçu à l'Élysée avant son départ. « J'ai un certain nombre de choses à vous dire, s'avance Jacques Chirac. Nous avons le quasi-monopole sur les armes et de gros intérêts à développer dans le secteur gazier. Mais le Qatar est fâché. » La brouille remonte au changement de pouvoir : en 1995, Hamad Al-Thani a profité d'un séjour de son père en Suisse pour le destituer. Il le jugeait frileux, rétrograde, inapte à faire rayonner le Qatar. Il lui en voulait aussi d'avoir toujours préféré son frère, un play-boy, habitué du bar du Fouquet's, et d'avoir voulu empêcher son mariage avec Moza, cette splendeur, fille d'un opposant. Le vieil émir a tenté de récupérer son trône. Une nuit de février 1996, soutenu par les Saoudiens, il a rassemblé une petite armée au cœur de Doha. Hamad Al-Thani a alors appelé l'ambassadeur de France ; il cherchait de l'aide. Mais personne n'a bougé tandis que les Anglais, eux, dépêchaient discrètement des agents secrets autour du palais et que les Américains mobilisaient leurs troupes. L'émir ne l'a jamais pardonné aux Français. « Chirac m'a dit : "Faites ce qu'il faut, se souvient Bertrand Besancenot. Déroulez sept couches de tapis rouge si ça leur fait plaisir." Ce petit pays a besoin de beaucoup de considération et d'affection. »

Doha a bien changé, les chantiers pullulent, les immeubles poussent comme des champignons. L'ambassadeur porte ses lettres de créances à Hamad Al-Thani, qui lui parle de la coupe du monde de football et prévient : « La relation franco-qatarie a été détruite par votre prédécesseur. » Peu à peu, les liens se réchauffent. Besancenot découvre « un intellectuel drôle, iconoclaste, ayant horreur du conformisme des dirigeants du Golfe ». Le nouvel émir entend révolutionner son pays. Il s'endette pour exploiter, avec l'aide de Total, l'immense champ gazier partagé avec l'Iran, North Field. Il

déploie la chaîne Al-Jazeera pour « donner la parole à la rue arabe », prône un « wahhabisme éclairé », à rebours de la dynastie Saoud qui donne, à ses yeux, une mauvaise image de l'islam. Ça n'empêchera pas le Qatar de soutenir des prêcheurs radicaux, de financer des groupuscules terroristes en Syrie, comme Al-Nosra, une émanation d'Al-Qaida. Double discours, double jeu dont Besancenot n'a jamais été dupe. Il mettra cartes sur table. « Nous avons eu des discussions franches sur le sujet, confie le diplomate. Les Qataris ont le sens des opportunités sans toujours le recul.

Hamad disait : "Il faut se débarrasser du tyran Assad. La bourgeoisie locale prendra le pouvoir." Je lui répondais : "Regardez ce qu'il s'est passé en France avec l'avènement de la Terreur : chaque révolution porte aussi ses monstres. Vous jouez avec le feu." » Dans le même temps, l'émir ouvre grand sa porte aux Américains qui s'installent au sud de Doha, dans leur centre de commandement d'Al-Oudeid, à l'endroit même proposé à la France en 1991 pour implanter une base militaire. Besancenot se rend sur l'immense site américain, l'occasion, quelque temps plus tard, d'un autre dialogue avec le souverain.

«Ne pensez-vous pas que vous êtes en train d'installer un ogre dans la région ?

– Rassurez-vous, nous avons le moyen de tout contrôler.

– Permettez-moi d'en douter, votre altesse. Finalement, pourquoi tenez-vous encore à une coopération militaire avec la France ?



« Le Qatar est, avec l'Arabie saoudite, le seul pays à ne pas respecter la liberté de culte. C'est très mauvais pour votre image, et très mauvais pour les affaires. »

BERTRAND BESANCENOT

– Les Américains n'agissent qu'en fonction de leurs intérêts. Ils ont besoin de notre pétrole. Le jour où on ne leur sera plus utiles, ils partiront. Avec vous les Français, c'est différent ; je vois la manière dont vous vous comportez en

Afrique... »

L'émir et le diplomate discutent fréquemment, à Doha, au palais ou sur la terrasse de sa villa, au nord de la capitale. Parfois, ils se retrouvent aussi à Paris, comme ce jour de mars 2003, lors de l'enterrement du magnat Jean-Luc Lagardère. Sa veuve, Betty, les a réunis avec leurs femmes, la cheikha Moza et Maud Besancenot. « Vous nous parlez tout le temps de l'amitié franco-qatarie, ose l'ambassadeur. Je vous croirai tout à fait le jour où vous donnerez un fils à Saint-Cyr. » Hamad Al-Thani, qui a envoyé ses premiers garçons à Sandhurst, la célèbre académie militaire anglaise où il a lui même étudié, est surpris. Puis l'idée surgit : pourquoi ne pas confier à la France son fils Joaan, « ce cheval échappé qui ne respecte rien ». « L'armée lui apprendra peut-être la discipline... », souffle-t-il. Les parents qataris insistent : pas de privilège s'il enfreint les règles. Un jour, la cheikha Moza appelle Besancenot : elle veut savoir si l'Aïd est une fête nationale en France. Non, alors pourquoi son fils bulle-t-il à Doha depuis quinze jours ? « Faites-le rapatrier immédiatement », ordonne son altesse. C'est elle le cerveau, la poigne, la femme d'affaires qui pilote aussi l'éducation au Qatar, avec un tropisme pour les universités américaines, au grand dam de l'ambassadeur qui peine à pousser les écoles françaises. Quelques mois plus tard, le prince rebelle est arrêté sur l'autoroute, à 210 km/h, sans permis, au volant de sa Ferrari. Il est loin de Saint-Cyr, au commissariat de Blois. « Alors Joaan, on est en taule ? » le taquine l'ambassadeur. Heureusement, sa sœur, Mayassa, est plus sage. Francophone comme tous les enfants Al-Thani, elle vient en stage à Paris, chez Lagardère, hébergée par les Villepin, et passe des vacances en Vendée, dans la propriété des Besancenot.

La diplomatie devient une affaire de famille. Les Al-Thani reçoivent l'ambassadeur de France et son épouse au mariage de leur fils, Tamim, et aussi sur leur yacht,

le *Constellation*, au large de Cannes, ou dans les terres, sur la terrasse de leur domaine de Mouans-Sartoux. Marie-Doha fête ses 20 ans au palais royal du Qatar. « Bertrand Besancenot a su créer des liens uniques », reconnaît, intrigué, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay. Tout plaît aux souverains du Golfe : son professionnalisme, sa maîtrise de l'arabe, son humour, ses convictions de monarchiste, « attaché à la démocratie », précise-t-il toujours avec malice. Et sa foi catholique ne pose aucun problème, bien au contraire. En terre wahhabite, rien n'est plus inacceptable qu'un homme qui ne croit en rien. « Hamad et moi discussions beaucoup de religion, confesse l'ambassadeur. Je lui disais: "Vous êtes le seul pays, avec l'Arabie saoudite, à ne pas respecter la liberté de culte. C'est très mauvais pour votre image et très mauvais pour les affaires." » Il convainc ainsi l'émir de recevoir l'évêque d'Abou Dhabi. « Vous vous faites mener en bateau », marmonne en chemin le dignitaire catholique, venu sans apparat. Hamad Al-Thani ressort ravi de l'entretien : « La prochaine fois, vous viendrez avec la ceinture rouge et le crucifix. » Feu vert pour la construction d'une église, financée par des dons, où les catholiques français se recueillent désormais avec les ouvriers philippins. Pour ce miracle, Benoît XVI décorera Bertrand Besancenot de la grand-croix de l'ordre de saint Grégoire. Mais l'émir est embarrassé; désormais les Britanniques réclament un temple, puis les témoins de Jéhovah s'y mettent. « Les catholiques et les protestants, c'est comme chez vous, les sunnites et les chiites », lui explique Besancenot, qui suggère un « *compound* » (un quartier sécurisé) réservé aux chrétiens. Le Qatari accepte, désireux de montrer son ouverture, loin de l'intégrisme saoudien.



« La femme est la plus belle création de Dieu. Et vous, vous cachez son visage. »

– BERTRAND BESANCENOT DEVANT UNE ASSEMBLÉE DE RELIGIEUX SAOUDIENS

Coup de sang contre Sarkozy

Une abaya noire. Voici le cadeau de la cheikha Moza à Maud Besancenot, pour affronter l'Arabie saoudite, où son mari est nommé à l'été 2007. « Vous en aurez besoin là-bas », ironise la souveraine du Qatar. On est le 14 juillet. À Paris, les Al-Thani reçoivent les Besancenot dans leur *penthouse* penché sur les Tuileries, la veille de leur départ pour Riyad. Déjeuner chaleureux, promesse de se revoir, l'ambassadeur reviendra chaque année à Doha. En attendant, l'élection de Nicolas Sarkozy réjouit le clan Al-Thani. Open bar pour les investissements qataris en France, du PSG à Veolia, de Vinci à Accor, immobilier de luxe avec fiscalité avantageuse. Cela vaut bien de soutenir sans compter ce président, pour financer la libération des infirmières bulgares ou la guerre en Libye. Il se murmure même que l'émirat a payé le divorce de Sarkozy. Besancenot n'écoute pas les rumeurs, trop content de se tenir loin des liaisons dangereuses, pendant que ses successeurs à Doha en bavent. L'un d'eux s'est même vu gratifier par Sarkozy d'un « pousse-toi, connard », en public. « Avec le Qatar, les liens ont parfois été un peu passionnels, élude

habilement Besancenot. Avec les Saoudiens, la relation est plus sereine, plus mature. »

Au cœur de l'été 2007, l'ambassadeur de France se présente au palais royal de Riyad avec ses lettres de créance. « Nous espérons que vous ne nous regardez pas avec des yeux de Qataris », lui lancent plusieurs ministres du roi Abdallah. Sourire du diplomate : « Les Qataris sont des amis. Mais on n'est pas toujours d'accord avec ses amis. » Il l'apprend vite : les Saoudiens ne tolèrent pas la moindre allusion au Qatar, deux millions d'habitants, dont trois quarts d'étrangers, un moustique comparé au royaume de La Mecque et ses 32 millions de croyants. « Ils n'ont jamais été colonisés par un État occidental, rappelle le diplomate. Et dans leur esprit, l'unité du pays s'est faite seulement à deux époques : du temps de Mahomet et sous les Saoud, qui règnent depuis le

XVIII^e siècle et sont à l'origine du prodigieux développement économique des années 1970. Ne l'oubliez jamais : ils marchent sur ces deux jambes.» Besancenot voyage d'est en ouest, perçoit les subtilités de la société tribale, le poids de ces grandes familles, comme les Ben Laden, riches à milliards. Dans sa feuille de route, il y a des paquets de contrats à finaliser, dans le domaine de l'énergie, des transports, de la défense, de la modernisation de la flotte saoudienne à ce TGV a priori sur les rails qui échappera au dernier moment à Alstom. L'ambassadeur s'active, il faut profiter du relâchement des liens avec les États-gravées à son nom, envisage la venue de son chanteur favori, Charles Aznavour, à Riyad (mais les 500 000 euros demandés ne rentraient pas dans le budget de l'ambassade) et pourquoi pas les chevaux de la Garde républicaine.

Il en faut des attentions, car la politique de Sarkozy déroute parfois. À l'été 2008, le vieux roi pique un coup de sang en apprenant la visite de Bachar Al-Assad à Paris, le 14 juillet, sur une suggestion du Qatar. Scandaleux, le dirigeant syrien

est soupçonné d'avoir commandité l'assassinat du premier ministre libanais Rafic Hariri. Abdallah fait porter une missive indignée à Sarkozy. Qui fulmine. « Grâce à Bertrand Besancenot, les choses se sont calmées, confie l'ancien secrétaire général de l'Élysée, ClaudeGuéant, alors missionné auprès du roi. Notre ambassadeur avait la confiance totale des Saoudiens. » Il faut slalomer entre les envoyés spéciaux de la Sarkozie, le sulfureux intermédiaire AlexandreDjouhri qu'il s'efforce de tenir à l'écart, Dominique de Villepin qu'on le charge d'introduire auprès du roi en 2011. « En démocratie, vous avez beaucoup de choses surprenantes», s'étonne-t-on au palais, qui cette fois ne donne pas suite.

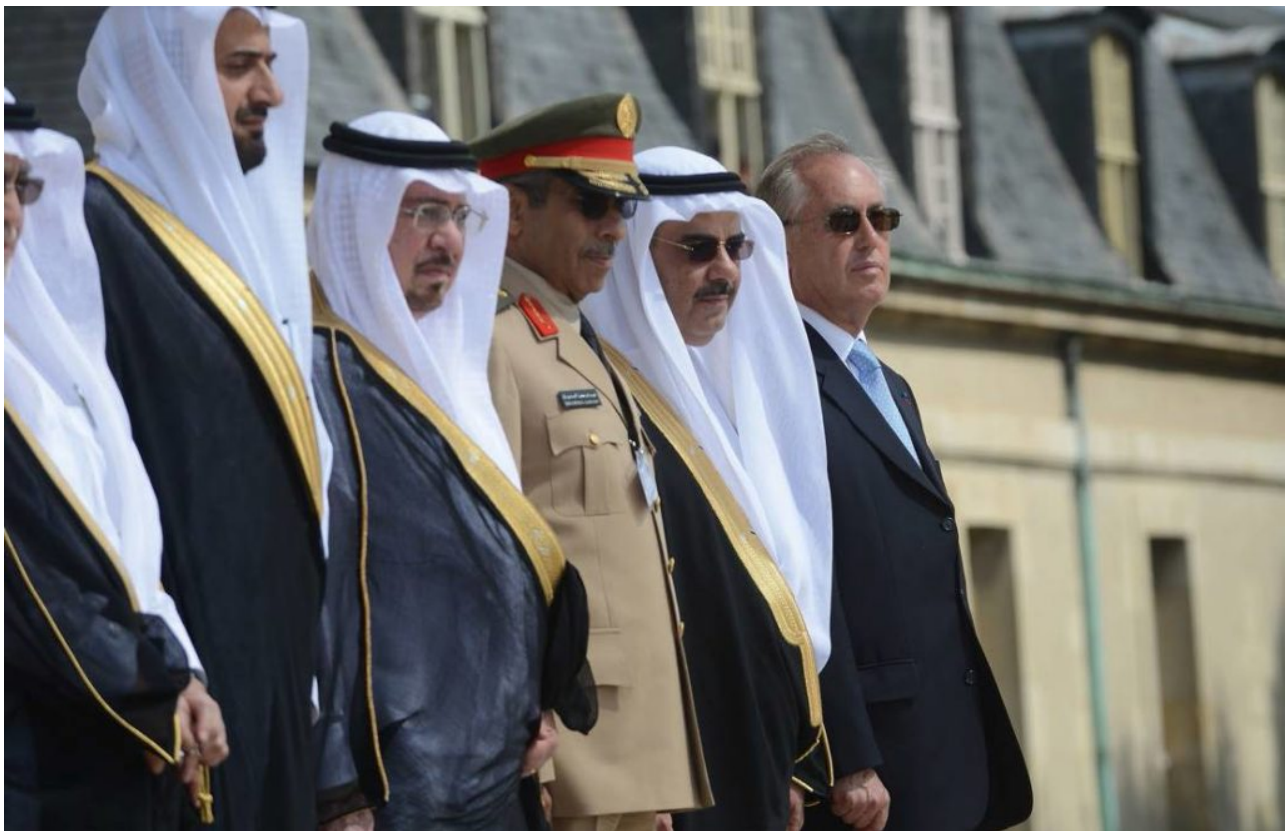
Besancenot escorte au cœur du pouvoir saoudien les grands patrons, les ministres comme Hervé Morin, ou Christine Lagarde, très appréciée du roi. Avec Bernard Kouchner, c'est plus rude. Le ministre des affaires étrangères se présente en jean, sans cravate, pas rasé. DansUnis, ces alliés désormais plus distants avec Obama. Il se rapproche du ministre du commerce, des affaires étrangères, du tout-puissant vizir Khaled Touijri, alors directeur du cabinet du roi. Abdallah reçoit Besancenot dans ses palais, à Riyad, ou dans le désert. Conversation en arabe, parfois sans interprète. On parle business, sécurité, diplomatie. L'ambassadeur de France a le sens du geste ; il offre au monarque des boules de pétanque la Mercedes saoudienne blindée qui le conduit au palais, il éructe : « Ce mec, qu'est-ce qu'il se paie comme baraque... Et dire qu'on critique Omar Bongo ! » L'ambassadeur avale sa salive, désigne d'un doigt fébrile les micros cachés dans l'habitacle. Devant le roi, Kouchner multiplie les faux pas, donneur de leçons sur la situation en Irak. Et il recommence le soir, lors d'un dîner en faveur de femmes de la haute société saoudienne. À peine si le « *french doctor* » ne les traite pas d'arriérées : « Vous êtes professeur d'université et on vous empêche de conduire. Comment acceptez-vous ça ? » Une dame lui répond que l'autorisation d'un homme appelé « mahram » (une sorte de tuteur qui peut être le mari, un frère,

un oncle) est nécessaire pour tout : sortir, travailler, convoler. « Qu'est-ce qu'ils sont cons, ces musulmans », soupire Kouchner sur le trajet du retour.

Les temps changent avec l'arrivée de François Hollande en 2012. Laurent Fabius est plus subtil et les relations avec le nouveau président sont bonnes. Le roi apprécie son humour. Besancenot aussi : « Vous vous en fichez de ce que je vous dis, hein, puisque vous êtes royaliste », lui glisse Hollande un jour en roulant vers l'aéroport de Riyad. Le chef de l'État mesure à chaque visite combien cet ambassadeur est aimé. Les Saoudiens ne veulent pas le laisser partir. « Tant que je serai vivant, vous resterez, a juré le vieil Abdallah en tapotant sur la main de Besancenot. Vous êtes notre meilleur ambassadeur en France. » Le roi a notamment apprécié l'intervention du diplomate en 2011 devant l'Assemblée nationale. Il l'assurait alors : il n'y aurait pas de printemps arabe en Arabie saoudite. Certains avaient à ce moment-là soupçonné Besancenot de souffrir « du syndrome de Stockholm ». Mais il maintenait ses positions, pas de soulèvement en vue dans un royaume où tout est sous contrôle, avec une classe moyenne aisée, peu de pauvres, pas d'opposition. Au même moment, en Égypte, en Tunisie, les Qataris soufflaient sur les braises en poussant les Frères musulmans à prendre le pouvoir.

Le roi Abdallah est reconnaissant. En 2013, il promet 2,5 milliards d'euros pour l'achat de matériel militaire français à destination du Liban. (Les armes ne seront finalement pas livrées à Beyrouth, désormais jugée sous emprise de Téhéran.) Les autorités du royaume ont confiance en Besancenot, elles ferment les yeux sur les messes du jeudi à la résidence, les fêtes organisées par Maud, défilés de mode caritatifs et autres soirées à thème – vendanges, Caraïbes... – avec cocktails et vins fins. Un jour, l'ambassadeur reçoit une lettre de menace : « Sale porc, je t'ai vu dans ta voiture derrière ton drapeau. Je n'avais pas de couteau mais la prochaine fois... »

Sa 607 blindée croise parfois des yeux vengeurs, mais il préfère les ignorer. Et quand la tension monte, notamment après la loi sur la burqa ou l'affaire des caricatures de *Charlie Hebdo*, le diplomate va au charbon. Il multiplie les rencontres. Le voici un soir à dîner devant une assemblée de barbus en dishdasha. Souvenirs d'explications cocasses sur le concept de laïcité. Il n'a rien oublié : « Je leur ai dit sur tous les tons : "Il faut que vous respectiez notre liberté chez nous, comme nous respectons vos lois dans votre pays." » Regards noirs et dialogue de sourds. Avant de partir, le diplomate tente de détendre l'atmosphère : « Au fond, nous sommes tous croyants, mais nous n'aimons pas Dieu de la même façon. Regardez, on est d'accord : Dieu a tout créé. » Accord autour de la table. « La femme est bien sa plus belle création, poursuit-il. Nouvel acquiescement. Et vous, vous cachez son visage. » Enfin, quelques sourires percent sous les barbes : « *You have the point !* »



SON AMI LE ROI Bertrand Besancenot aux Invalides avec des dignitaires saoudiens lors d'une visite officielle du prince héritier en septembre 2014.

La trahison de Hollande

Dieu, encore et toujours. C'est aussi un sujet avec le roi Abdallah. Besancenot ne l'a pas convaincu d'ouvrir une église, mais au moins peut-il faire venir, en catimini, quelques prêtres. Au crépuscule de sa vie, le roi malade s'est confié : « Beaucoup de gens s'interrogent sur le sens à donner à la vie avec le consumérisme, tout ce que la mondialisation offre, ça ne suffit pas. Nous, les politiques, comme les religieux avons un rôle à jouer. J'apprécie les gens qui, comme vous, pensent qu'il y a quelque chose au-delà. » Abdallah meurt fin janvier 2015 et son demi-frère, Salman, 79 ans, prend sa place. Il manifeste aussitôt sa volonté de garder l'ambassadeur de France, qu'il a connu quand il était gouverneur de Riyad. Besancenot lui a présenté nombre de politiques et de dirigeants. Discrètement, il lui a aussi adressé quelques ardoises de Saoudiens partis sans payer celles d'un palace ou d'une luxueuse boutique en France. « Pour l'image de la maison Saoud... » a maintes fois plaidé Besancenot dans ses courriers. Le jeune prince, MBS, alors chef de la maison royale, a toujours réglé sans commentaires. Il tenait ainsi la liste des mauvais sujets, consignait des preuves dont il se servirait plus tard. L'héritier prend du galon. Début 2015, il reçoit Besancenot pour lui annoncer que le roi entend investir une cinquantaine de milliards dans des projets français. Champagne au Quai d'Orsay. Dans la foulée, François Hollande est convié, début mai 2015, à participer au conseil de coopération du Golfe en tant qu'invité d'honneur. Une première pour un Occidental. Devant tout le monde, le roi Salman demande à Hollande que Besancenot mette en œuvre le plan d'investissements. Lui qui comptait enfin partir comme ambassadeur de France au Saint-Siège... Il accepte la mission à condition de pouvoir rester en Arabie saoudite jusqu'à sa retraite. Hollande le lui promet. Le ciel est clair, Besancenot encourage alors MBS et son père à passer des

vacances dans leur propriété de Vallauris, où ils n'ont pas mis les pieds depuis dix ans. Ce serait un beau signe d'amitié.



COUP DE MAIN Bertrand Besancenot et le ministre saoudien de l'intérieur Mohammed Ben Sayef à l'Élysée, pour une rencontre avec François Hollande en 2013.

En juillet 2015, le roi d'Arabie saoudite, vexé, quitte Vallauris avec sa cour. « Les Saoudiens ont parfois du mal à nous comprendre », souffle Besancenot.

Couper l'antenne d'Al-Jazeera

En juillet 2015, le roi débarque ainsi avec sa cour de mille personnes, prêtes à dépenser des millions d'euros chaque jour. Les commerçants se réjouissent, mais la polémique enfle dans la presse : la petite plage en contrebas de la villa royale a été fermée aux vacanciers et il se dit que Salman aurait protesté contre la présence d'une policière. Besancenot s'emploie à dégonfler l'affaire, suggère à Hollande de passer un coup de fil d'apaisement aux Saoudiens. Mais ça ne sert à rien. Le roi, vexé, s'en va. « Les Saoudiens ont parfois du mal à nous comprendre », souffle l'ambassadeur. Lui aussi est humilié. À l'automne 2016, il apprend par hasard la nomination de son remplaçant. C'est fini, il doit quitter le royaume saoudien. Hollande n'a pas tenu promesse.

« Que vaut-il, ce Macron ? » lui demande-t-on depuis Doha et Riyad durant la campagne présidentielle. MBS a pris quelques informations auprès de Jacques Attali, cet habitué du royaume qu'il côtoie depuis des années. Tous les princes du Golfe s'interrogent : le candidat En marche! a promis qu'il n'aurait « aucune complaisance » à leur égard, laissant entendre qu'il reviendrait sur les conventions fiscales. Besancenot connaît peu Macron à qui il a seulement présenté quelques investisseurs saoudiens, à l'époque de Bercy. Lui, il fait campagne pour Fillon, planche sur le programme diplomatique tandis que Marie-Doha, sa fille devenue normalienne, œuvre sur les discours. Chacun ses opinions. À l'époque, les Saoudiens ne sont pas contre un deuxième mandat de Hollande. Les Al-Thani, eux, ont souffert sous son quinquennat, s'estimant victimes d'un « Qatar *bashing* » exclusivement français qu'ils tentent encore de comprendre. Quelle ingratitude après tous ces millions dépensés, notamment dans les Rafale et autres bâtiments historiques vendus par le Quai

d'Orsay. En vérité, les Qataris paient leur proximité avec Sarkozy. Pourtant, jusqu'au bout, ils ont espéré son retour. « Le seul véritable homme d'État », disaient-ils.

Les Qataris ont fait les mauvais choix, même en Amérique où ils ont financé la campagne de Hillary Clinton. Donald Trump n'oublie rien : depuis son élection, il soutient sans réserve l'Arabie saoudite, partenaire historique, y compris pour ses propres affaires (plusieurs princes ont notamment investi dans la tour Trump). Le jeune MBS lui plaît avec son style direct, sa haine de l'Iran, son goût du business. Déjà 380 millions de dollars (300 millions d'euros) de contrats raflés en mai lors d'un premier voyage à Riyad. À ce prix-là, pas de quartier pour le Qatar. En juin, sur Twitter, Trump accuse l'émirat de soutenir « l'extrémisme religieux au plus haut niveau ». Et tant pis si le pays abrite toujours la plus grande base militaire américaine du Golfe. Il met de l'huile sur le feu, légitimant en quelque sorte le blocus. Sa levée est conditionnée à une liste de mesures intenable, comme la fermeture d'Al-Jazeera. Les Qataris, furieux, s'arment jusqu'aux dents et se rapprochent de la Turquie et de l'Iran. Le Koweït, désigné comme médiateur, demande de l'aide à la France. Et Besancenot est appelé par Macron pour démêler ces fils inextricables. Il retrouve ainsi son vieil ami Hamad, et Tamim, ce fils jadis peu porté sur la politique et devenu héros national. En face, le jeune MBS, décidé lui aussi à entrer dans l'histoire. Et Trump qui a osé démettre en un tweet son secrétaire d'État Rex Tillerson, seul partisan d'une ligne sage dans la crise. Il faut garder la foi.

Entre deux tournées dans la péninsule arabique, Besancenot s'est rendu à Washington en février. Il voulait s'assurer que l'administration américaine soutiendrait réellement les efforts de paix. C'est décidé, Macron entend jouer un rôle dans la poudrière du Golfe. Besancenot l'y prépare en coulisses. « Nul n'est besoin d'espérer pour entreprendre », dit-il. Pas mécontent de servir enfin un président qui a tout

d'un monarque.

DROIT DE RÉPONSE

Nous avons reçu de Jean-Pierre Mounet, de l'association **Interstices**, le courrier suivant : « Dans son n° 54 de février 2018, *Vanity Fair* a publié un article consacré à Edwy Plenel, en mettant en cause l'association Interstices dont je suis le coprésident. Je tiens à préciser que notre association n'a rien à voir, ni de près ni de loin, avec la mouvance des Frères musulmans. Pour nous, il est infondé et invraisemblable que M. El Korchi, traducteur en arabe du livre d'Edwy Plenel *Pour les musulmans*, appartienne à ce mouvement. Comme cela est indiqué sur notre site asso-interstices.fr, nous sommes une association laïque et citoyenne opposée à tous les extrémismes et dont les objectifs statutaires et les activités sont axés sur l'interculturalité, le renforcement des liens franco-marocains et la lutte contre les discriminations, notamment de genre. Je suis profondément choqué que cette association que je copréside soit assimilée à un mouvement considéré comme très loin de la tolérance et des valeurs républicaines et laïques qui nous portent. »

Nous maintenons l'intégralité de nos informations sur les liens entre M. El Korchi et le Qatar. – SOPHIE DES DÉSERTS

VANITY FAIL

Dans la page « table d'addiction » du même numéro, nous avons interverti par erreur les **chaussures** Roger Vivier et Nicholas Kirkwood, attribué une sandale Clergerie (la marque) à Robert Clergerie (son créateur) tandis que le soulier (fermé) Giorgio Armani n'était clairement pas un escarpin (ouvert) d'Orsay (dépourvu d'ailes de quartier).

Eni working on bid for Terra Firma solar assets in Italy: CEO



ST PETERSBURG (Reuters) – Italian oil major Eni (ENI.MI) is working on a joint bid for Terra Firma’s solar assets in Italy with Qatar Petroleum, Eni CEO Claudio Descalzi told Reuters on the sidelines of the St Petersburg Forum on Friday.

Asked about a possible bid for the solar energy portfolio, he said: “I think so, our people from renewables are working on a possible bid on this, yes.”

Asked if the bid was with Qatar Petroleum, he said "I think so, yes."

Private equity investor Terra Firma is looking to sell its RTR solar portfolio in Italy in a deal that is expected to fetch more than 1 billion euros (\$1.2 billion).

Guerre économique : entretien avec Pierre Conesa sur le cas du Qatar et de l'Arabie Saoudite



Ancien haut fonctionnaire de la Défense, directeur général de la CEIS de 2005 à 2011, auteur et spécialiste du Moyen-Orient, Pierre CONESA a accepté de répondre aux questions du Portail de l'IE au sujet de la guerre économique entre le Qatar et l'Arabie Saoudite. La situation exposée dans cet entretien

démontre que la guerre économique est une forme de conflictualité de plus en plus préférée à l'affrontement militaire. Surtout, elle confirme que les entreprises internationales sont les plus susceptibles d'être les premières victimes de ces conflits.

PIE : Lors de la mise en place de l'embargo, l'année dernière, des pays de la péninsule contre le Qatar, vous aviez alerté sur le fait que cette décision puisse se transformer en guerre économique globale susceptible d'affecter les entreprises françaises. Quelle est votre analyse 6 mois après le début de la crise ?

Pierre CONESA : La brutalité du déclenchement de cet embargo avec, en particulier, l'extension complète aux interdictions de survol aérien, de fermeture des frontières, etc., avait évidemment de quoi inquiéter un certain nombre d'entreprises qui avaient des intérêts des deux côtés, aussi bien aux Émirats Arabes Unis et Arabie Saoudite d'un côté, que du Qatar de l'autre. Suite à cela, j'ai été mandaté par des entreprises françaises pour aller voir comment se posaient les problématiques sur place et éventuellement alerter les autorités politiques françaises. Effectivement cela avait quelque chose d'assez surprenant étant donné qu'on n'avait pas l'impression qu'il s'agissait d'une crise grave comme l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler. En effet, ce n'est pas une crise qui a pris place sur des enjeux militaires pour beaucoup de raisons : d'abord il y a la base américaine au Qatar et cela complique déjà beaucoup les choses, ensuite parce qu'il y avait vraiment pas matière à faire la guerre. Le risque de nature économique car la caractéristique de la région est qu'il y a très peu de commerce entre pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) : un investisseur est obligé de prendre un partenaire local qui soit propriétaire capitaliste majeur. Or un Qatari n'acceptera pas le sponsoring d'un Saoudien et réciproquement. Donc évidemment, il n'y a pas de raison qu'un des citoyens d'un de ces États aille commercer dans un autre État du golfe puisque cela le

mettrait dans des situations humiliantes sur le plan honorifique et commercial. Ces gens n'ont rien à s'exporter mutuellement. Comme le risque de pression économique était très élevé, la crainte de prise en otage des entreprises étrangères était entièrement fondée. Il était évidemment moins facile de faire pression sur les entreprises américaines ou chinoises, alors il restait les entreprises européennes qui pouvaient être fragilisées voire prises en otage dans ce scénario de crise.

PIE : Ce scénario s'est-il finalement produit ?

Pierre CONESA : Au début, il y a eu une alerte sur une grande banque d'affaire européenne qui a fait l'objet de pressions de la part de l'Arabie Saoudite pour qu'elle retire ses intérêts au Qatar. Ensuite, je n'ai pas entendu parler d'autres affaires de cette nature. Il semble que beaucoup de gouvernements occidentaux, et en particulier le gouvernement français, ont fait comprendre qu'il n'était pas question que des entreprises françaises soient prises en otage et que la France ne prendrait pas position sur le conflit.

PIE : La France a donc affirmé et même imposé, sa position de neutralité dans cette affaire ?

Pierre CONESA : Oui, je pense que le Président, dans des entretiens directs, a dû le faire savoir assez clairement. C'était une manière d'anticiper sur les idées qu'auraient pu avoir en tête l'un ou l'autre des pays-membres du CCG. Ce qui fait qu'on est dans une situation de blocage complet. Rien n'a changé. La caractéristique économique de cet embargo est intimement liée à la situation économique et géographique des parties prenantes. Les Emirats sont un des pays les plus concernés par cet embargo. En effet, toute la réexportation des produits étrangers européens, américains, etc... vers Qatar passait par Dubaï. Mais à cause des interdictions, la perte était donc considérable pour les Emirats dont le port de Dubaï ne pouvait plus faire son travail de réexportation. De même

l'Arabie Saoudite ne pouvait plus exporter ses produits agricoles frais, vous pensez bien qu'immédiatement les Turcs, les Iraniens, les Français, tout le monde s'est précipité au Qatar, dont il faut rappeler que c'est un des pays les plus riches de la planète en pib/habitant, pour le fournir en tout ce que ses habitants désiraient. L'embargo n'est pas un embargo international, il ne concernait que l'Arabie Saoudite, Bahreïn, l'Egypte et les Emirats Arabes Unis qui interdisaient les moyens qatariens. Donc tous les pays qui n'y participaient pas se sont précipités pour vendre leurs produits au Qatar par exemple, les avions français n'était pas interdits de survol du territoire saoudien. **PIE** : Est-ce que la situation des acteurs concernés a évolué, au niveau leurs positionnements et dans les répercussions de l'embargo sur leurs économies et leurs systèmes politiques.

Pierre CONESA : Je ne l'ai pas remarqué. Lorsque j'y étais les supermarchés étaient pleins et le gouvernement Qatari était en train de construire un hangar de 250 000 m² car il avait déjà fait face à un embargo en 2013 et comme ça recommençait en 2017, il ne voulait plus se retrouver paralysé. On peut aussi mentionner la base turque construite au Qatar suite à un accord justement signé en 2014, peu de temps après le premier embargo. La Turquie se promettait d'envoyer 3 000 hommes sur sa base au Qatar. Ce partenariat renforcé de défense avec la Turquie fait aussi partie de la stratégie de défense du Qatar. À cet égard il faut rappeler une des 13 conditions posées à Qatar pour la levée de ce blocus était la fermeture de cette base, ce que Qatar n'a pas fait.

PIE : Ainsi, d'après vous, la situation n'est pas prête d'évoluer ?

Pierre CONESA : Non, parce que ce que sont des pays qui ne vivent pas de l'exportation (hors hydrocarbures), au contraire leur niveau de vie est assuré par l'importation. Donc si vous n'êtes pas fournisseur de l'un vers l'autre, le blocage diplomatique n'est pas sans issue : l'Arabie Saoudite aura

toujours des gens qui viendront lui vendre ce dont elle a besoin, le Qatar pareil et les Emirats pareil. Dans un espace comme l'Union Européenne où la France est le premier client de l'Allemagne et l'Allemagne le premier client de la France, c'est sûr que s'il y avait un blocus entre l'un et l'autre les conséquences sur leurs industries seraient énormes. Mais là, comme il y a peu de commerce entre eux, ces attaques diplomatiques sont très limitées. En réalité, le paradoxe est qu'il y avait beaucoup de Saoudiens qui allaient passer des vacances à Qatar parce que l'ambiance y est beaucoup plus détendue qu'en Arabie Saoudite. Donc c'est ironique mais ce sont plutôt les Saoudiens qui sont sanctionnés par cette décision.

PIE : On a pu lire que le Qatar essayait de faire évoluer sa situation pour être préparé et plus résilient face à ce genre de crise. Peut-on comparer cela au comportement de la Russie lorsque celle-ci a voulu avoir une économie plus indépendante et plus diversifiée suite aux sanctions occidentales qui ont découlées de la crise en Ukraine ?

Pierre CONESA : C'est vrai, cependant le défi économique n'est pas de la même nature dans un micro-pays comme le Qatar et dans un pays comme la Russie. Alors qu'en Russie, il faut créer du travail sur place. Au Qatar ce sont surtout des travailleurs immigrés qui travaillent sur place tandis que les Qataris font du commerce. Que le pays ait tenté d'être plus préparé ou d'empêcher ce genre de scénario de se reproduire, oui ! Cela c'est notamment fait à travers des accords à long terme avec un certain nombre de fournisseurs et avec une politique plus indépendante vis-à-vis du cadre des accords commerciaux entre membres du CCG. Aussi, il est vrai que le Qatar cherche à avoir sa propre logique, aussi bien vis-à-vis des pays occidentaux, que des pays alentours.

Sanctions aren't stopping Russia's LNG ambitions



Despite the imposition of US and EU sanctions in the energy sector, new projects continue to flourish in Russia. Already the world's largest exporter of traditional natural gas, the country is gaining a foothold in the liquefied natural gas market. For the last 3 years, Russia's LNG capacity has been growing substantially.

Competition from Qatar, Australia, and the US, the world leaders in LNG exports, coupled with the impact of political tensions after the Ukraine crisis, have made Russia reconsider its traditional pipeline exports. After Lithuania and Poland built their own LNG terminals with gas from Norway, Qatar and most recently the US, Gazprom's conventional gas intake was

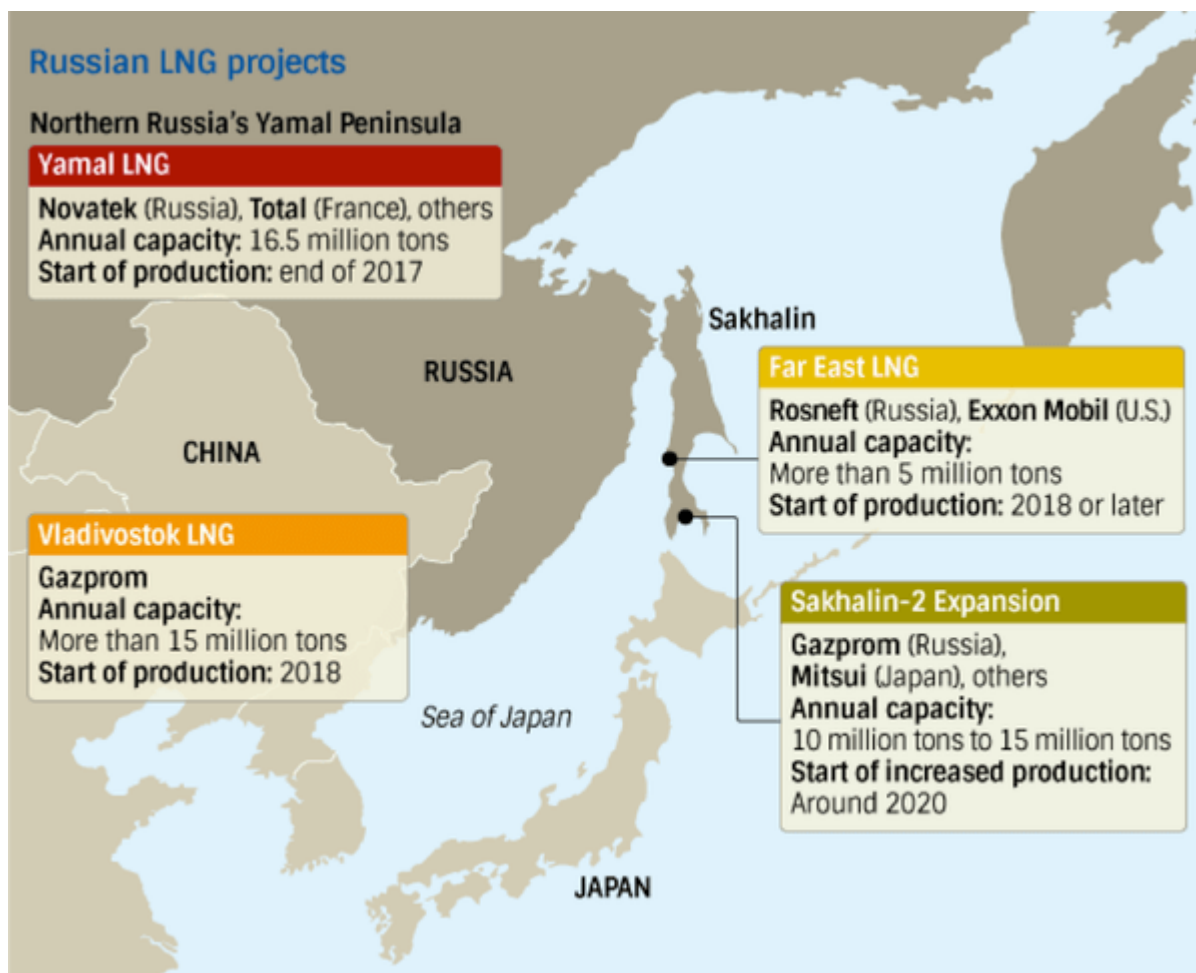
significantly diminished in both countries. Despite Gazprom's cheaper price, Lithuania and Poland preferred to pay a premium for their LNG to reduce the dependency on Russia's energy resources.

Gaining a foothold

Novatek, Rosneft and Gazprom each set out to develop their own unconventional gas resources. Novatek's Yamal LNG is Russia's most ambitious project. Based on the Kara Sea in the Arctic Circle, gas extraction is conducted under the permafrost, which makes it incredibly challenging. Funded by Russia's Novatek, France's Total, China National Petroleum Corporation, and China's Silk Road Fund, Yamal LNG is a \$27 billion facility that will start full operation in 2018. It will produce 16.5 million tonnes of LNG per year. Yamal LNG's gas plant will be finished in November. As a symbolic gesture, Russia will send the first shipments to China, which supported the project. Another four shipments will follow in December.

Rosneft is developing its Far East LNG project in Sakhalin, which aims to produce 5 million tonnes of LNG gas. Its goal is to deliver supplies to the Asia-Pacific region, in particular to Japan and South Korea.

Gazprom is pushing LNG as in-house transport fuels. Russia's gas giant signed agreements with Avtodor, the Russian highways state company, and Gazprom Gazomotornoye Toplivo, a Gazprom subsidiary, to grow a network of LNG and compressed natural gas filling stations for locomotives and trucks. Expanding its reach, Gazprom also launched small-scale LNG projects abroad in places like Vietnam, Belarus, Ghana and Bolivia.



Bypassing Western sanctions

The impact of Western sanctions on Russia's LNG development proved to be rather limited. Despite the restrictions on financial borrowing and export of Western technologies (e.g. drilling and hydraulic fracturing), Russia managed to keep its LNG projects afloat. Loopholes in the sanctions regime and new partners allowed Russia to bypass legal implications and to find new funding.

While both oil and gas exploration projects were prohibited under US sanctions, the EU sanctions exempted gas projects. This allowed European investors to further participate in the development of Russia's LNG gas plants. Both French Total and Dutch Shell preserved their 20% and 27% shares in the Yamal and Sakhalin projects, respectively.

Despite Western restrictions on capital, Russian energy companies still manage to attract European investments.

Italy's Saipem is set to be a subcontractor for Arctic LNG 2, Novatek's second gas plant on the Kara Sea. In 2015, Shell agreed to invest in the expansion of Gazprom's Sakhalin II, while in 2017, a Dutch company set up a joint venture with Gazprom to design and construct the Baltic LNG project in the Leningrad Region. However, Rosneft's Far East and Gazprom's Vladivostok LNG projects were delayed until 2020 due to a lack of funds and low fuel prices. Partnered with ExxonMobil in 2014, the Far East project was stalled due to looming Western sanctions over the Ukraine crisis. Recently, Rosneft announced that it may build the LNG plant using its own resources exclusively.

Russia's pivot to Asia and the Middle East lessened the country's dependence on Western lending. In March 2017, having difficulties raising funds from Western banks, Novatek sold a 9.9% stake to China's Silk Road Fund. Similarly, Rosneft turned to Chinese investors after Glencore and the Qatar Investment Authority cut their stakes. A 14% stake of Rosneft was bought by CEFC, China's Energy conglomerate, for \$9 billion. Recently, investors from Japan and the Middle East showed interest in Gazprom's Baltic and Novatek's Arctic 2 LNG projects.

Making strides in the LNG market

With the latest reports predicting 13% growth in the LNG market by 2025 and an overall 53% share in long-distance gas trade by 2040, Russia is under further pressure to develop its LNG projects on time. Currently, Russia exports 10.8 million tonnes and has a 4.2% market share.

Following the completion of the Arctic 2 LNG project, the country might challenge the dominance of Qatar, which currently occupies 30% of the market. By building the second gas plant on the Gydan peninsula, Russia could produce up to 70 million tonnes of LNG annually, just below Qatar's 77 million. The construction of Arctic 2 is slated to commence in 2019, with the first shipments due on the market in 2023.

Challenging Qatar's dominance in the LNG market would make Russia not only the world's largest exporter of conventional natural gas, but also of liquefied gas. The conditions for that are favourable. With funding from China and Saudi Arabia, Russia can bypass Western restrictions on capital. Russia's LNG exploration sites are strategically close to the Asian market. Located in the Far East, LNG would be easy to transport via sea to Japan and South Korea, the world's largest LNG importers.

Total to buy 10% stake in Russian LNG project

France's Total has agreed to take a 10 per cent stake in Arctic LNG 2, a liquefied natural gas project being developed by Russia's Novatek in the Siberian arctic.

Total did not specify the financial details, but the acquisition values the project at \$25.5bn, Novatek's chief executive Leonid Mikhelson said. He added that he was in talks with other companies to acquire other stakes and that Novatek intended to hold 60 per cent of the project.

Total, which already owns 19 per cent of Novatek and has a 20 per cent stake in Yamal LNG, a similar project launched this year, has an option to increase its Arctic LNG 2 stake to 15 per cent. The deal was signed during French president Emmanuel Macron's visit to Russia for talks with Vladimir Putin.

"Total is delighted to be part of this new world class LNG project alongside its partner Novatek, leveraging the positive experience acquired in the successful Yamal LNG project. This project fits into our strategic partnership with Novatek and

also with our sustained commitment to contribute to developing the vast gas resources in Russia's far north which will primarily be destined for the strongly growing Asian market," said Patrick Pouyanné, chairman and chief executive of Total.

"Arctic LNG 2 will contribute to our strategy of growth in LNG by developing competitive projects based on giant low costs resources."

When up and running, LNG 2 will have a production capacity of approximately 19.8m tons per year. Total said the final investment decision is expected in 2019, with plans to start up the first train by the end of 2023.

Mr Mikhelson said: "We are talking to a number of companies [about selling other stakes in the project]. Not empty chit-chat but serious discussions."

Gazprom escapes EU fine in competition probe



The Russian gas giant has to revamp the way it sells gas to EU countries.

European Competition Commissioner Margrethe Vestager on Thursday stuck with her controversial decision not to fine Gazprom on charges that it abused its dominance to rip off consumers in Central and Eastern Europe.

Instead, the settlement announced Thursday will seek to change Gazprom's behavior through a set of legally-binding commitments.

"Our decision provides a tailor-made rulebook for Gazprom's future conduct," Vestager said. "It gives Gazprom customers in Central and Eastern Europe an effective tool to make sure the price they pay is competitive."

Under the deal, the Kremlin-backed firm agreed to make deep changes to the way it has historically done business in Central and Eastern Europe.

"I know some would have liked to see us fine Gazprom no matter the solution on the table," Vestager said, adding that the settlement achieves goals that the Commission "could not have gotten otherwise."

Gazprom agreed to change how it negotiates gas prices with countries in Central and Eastern Europe, in an effort to create a more competitive market. Customers will now have the right to ask for a price review if they believe they are paying Gazprom higher prices than on Western European gas hubs. If a deal isn't struck within 120 days, an arbitrator overseen by the EU "will then impose a competitive gas price."

Gazprom also agreed to drop clauses restricting customers' ability to sell gas across borders and create opportunities for more gas to flow to the Baltic states and Bulgaria.

The commitments are valid for eight years.

"Gazprom has accepted that it has to play by our common rules – at least if it wants to sell its gas in Europe," Vestager said.

Gazprom's Deputy CEO Alexander Medvedev said that the company was "satisfied with the commitments decision."

"We believe that today's decision is the most reasonable outcome for the well-functioning of the entire European gas market," he said.

The Commission can impose a fine of up to 10 percent of the company's annual turnover in case Gazprom breaks its commitments "without having to prove an infringement of EU antitrust rules." In Gazprom's case this could be as much as €6.8 billion, according to its 2015 results. It will also set up a monitoring system to ensure Gazprom sticks to the deal.

Opponents of the settlement argued that Gazprom should have been fined. They fear any commitments will be too weak to

change Gazprom's behavior.

"We are disappointed that the years-long proceedings have ended with no fine for Gazprom, no compensation for affected companies, and with hardly any meaningful concessions on Gazprom's side," said a Polish diplomat. "This is particularly worrying in the context of the aggressive Russian policy against the EU and its member states. Today's decision sends a clear signal that the EU is coming to terms with years of Russian tactics of using Gazprom as an external policy tool against the [Central and Eastern European] region."

A leaked copy of the Commission's 2015 charges against Gazprom shows Brussels planned to hit the Russian company with significant fines for "intentionally" abusing a dominant position to harm governments and customers in Europe in what was an "obvious infringement" of EU rules.

But the Commission retreated from that hard stance.

Thursday's final announcement comes more than a year after Vestager first announced in March 2017 that she was considering settling the inquiry without a fine in return for Gazprom's commitment to improve how it does business in Central and Eastern Europe.

Lithuania, whose complaints kicked off the case in the first place, was generally pleased with the outcome, but the country's energy minister, Žygimantas Vaičiūnas pointed out that the settlement doesn't correct past wrongs.

"We cannot write off estimated losses of about €1.5 billion to our gas consumers, created by Gazprom abusing its dominant position on the market," he said in a statement. "We will continue to look for ways to make Gazprom to indemnify those losses."

The decision doesn't mean Gazprom won't face lawsuits. "It is for people who feel that they have suffered from Gazprom

behavior to go to national courts and to seek compensation as it has just been confirmed by the EU court,” Vestager said.

Commission investigators raided Gazprom’s offices in 2011, although held off on formally charging the company amid a dramatic deterioration in relations between the EU and Russia over the latter’s annexation of Crimea from Ukraine in 2014.

The Commission has not always followed up on threats to fine companies in the past, dropping cases against banks and cement-makers in recent years after they dispelled concerns set out in formal charges. When asked in 2017 to explain why she preferred settling, Vestager said: “We found it was most helpful for citizens to have Gazprom’s future behavior changed.”

EU settles seven-year Gazprom dispute without imposing fine



The EU has settled a seven-year dispute with Gazprom after the Russian state-controlled energy giant agreed to change its operations in central and eastern Europe.

The deal, announced on Thursday by the EU's competition commissioner, Margrethe Vestager, comes at a time of tensions between Russia and Europe over Ukraine, Syria and the poisoning of the Skripals in Salisbury, which has taken British-Russian relations to a new low. Meanwhile there is division within the EU over the construction of the Nord Stream 2 pipeline between Russia and Germany.

Vestager sought to isolate the case from the political turmoil. "This case is not about Russia, this case is about European consumers and European businesses and making the market serve them," she said. "This is about what rules to play by, no matter your flag, no matter your ownership."

Under the terms of the deal, Gazprom will be banned from imposing restrictions on how its customers in central and eastern Europe use gas. Bulgaria, the Czech Republic, Estonia, Hungary, Latvia, Lithuania, Poland and Slovakia will no longer

be banned from exporting gas to another country.

The deal aims to answer concerns that customers in five countries were being over-charged for their gas. From now on, customers in Bulgaria, Estonia, Latvia, Lithuania and Poland have the right to demand a price in line with those in Germany and the Netherlands.

If Gazprom fails to respond, these customers can take their complaint to an arbitration body in the EU, which is empowered to impose a lower price.

Some governments are unhappy about the commission's decision not to fine Gazprom for its past behaviour. Lithuania's prime minister, Saulius Skvernelis, described the proposed settlement as "strange", Reuters reported.

Acknowledging that some would have liked to have seen Gazprom fined, Vestager said that option was not in the best interests of European consumers.

"With today's decision, Gazprom has accepted that it has to play by our common European rules, at least if it wants to sell its gas in Europe. It has accepted to play by a rulebook that is tailor-made to ensure that European customers can benefit from the free flow of gas this very day."

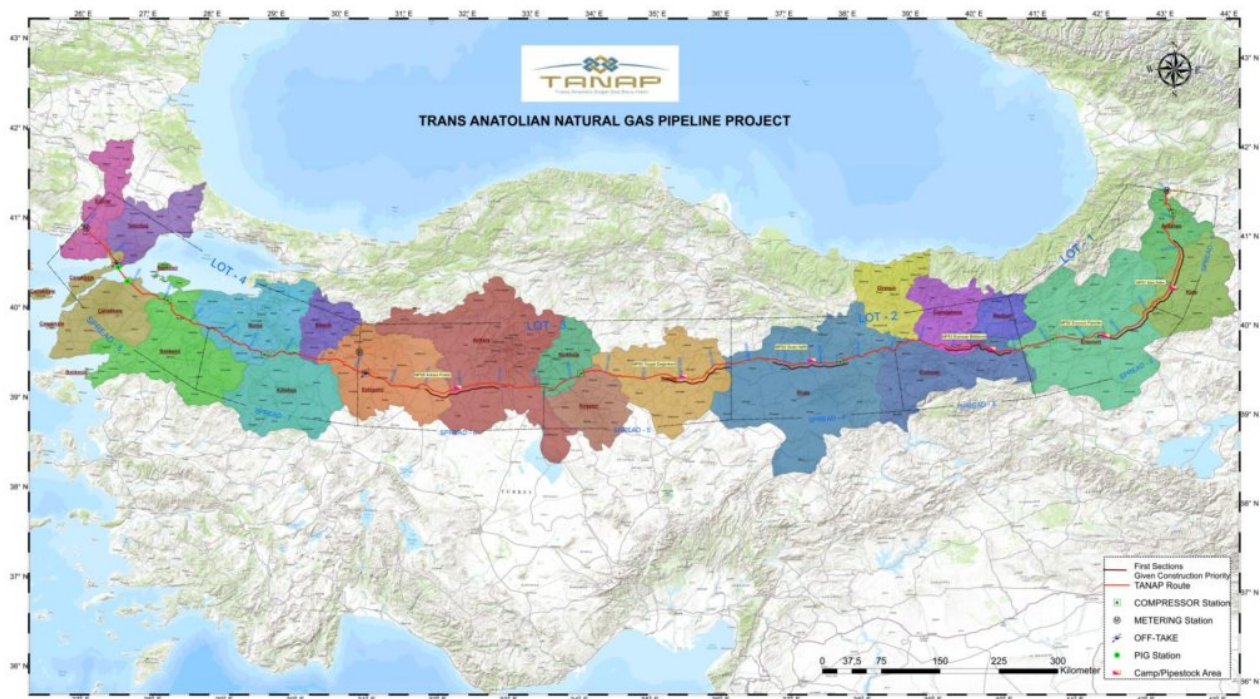
She said failure to comply could lead to a fine of up to 10% of global turnover, a step that can be taken without another lengthy legal investigation.

"This is not empty theory," she said. "In 2013 we fined Microsoft over half a billion euros when the company broke its obligation. In other words, the case doesn't stop with today's decision. Rather, it is the enforcement of the Gazprom obligations that starts today."

Gazprom's deputy chief executive, Alexander Medvedev, said he was satisfied with the settlement, describing it as "the most

reasonable outcome for the well-functioning of the entire European gas market”.

TANAP to deliver first commercial gas on June 30



– The project came in under budget from the original \$11.7 billion down to \$7.99 billion

First commercial gas from the Trans Anatolian Natural Gas Pipeline Project (TANAP) to Turkey will begin transit by June 30, Saltuk Duzyol, TANAP’s general manager said on Tuesday.

TANAP, which will carry Azeri gas to Turkey and then onto Europe, is currently 93.5 percent complete, Duzyol confirmed at TANAP’s Eskisehir Measurement and Compressor station where Turkey receives Azeri gas.

“Phase 0, which starts from the Turkey-Georgia border and ends in Turkey’s Eskisehir province is almost completed,” Duzyol said and added that the second part of the project – Phase 1 – starts from Eskisehir and continues to the Ipsala district of Edirne on the Turkey-Greece border, where TANAP will be connected to the Trans Adriatic Pipeline (TAP), the pipeline that will bring Azeri gas to European markets.

“We completed 80.7 percent of Phase 1. When we finish building this phase, we will wait for TAP. The percentage of the total completion of TANAP is currently 93.5 percent,” he said.

Phase 0, which started testing on Jan. 23, is still ongoing but from June 30 commercial gas transfer will start, Duzyol said.

The TANAP project has seen the employment of around 13,000 and currently has around 7,000 employed. The project had 82 million man-hours worked and the equivalent length of 175 million kilometers driven.

The project has also revealed many unexpected surprises during its construction phase, Duzyol said, disclosing that nine species of bugs were discovered along with a new plant species, previously unknown to the scientific community.

“We also discovered 154 archeological sites during the route selection and construction,” he added.

He said the total value of contracts signed for the project to date is \$5 billion.

– Project cost is under budget

Duzyol lauded the project management and the procurement process as a success in bringing the costs of the project under budget.

The estimated investment cost was \$11.7 billion at the start of the project, he explained adding that, and “We have

successfully pulled this figure down to \$7.99 billion with the procurement process and project management we have successfully provided. I am proud to say that this is a huge financial success.”

He disclosed that project partners awarded \$3.75 billion in credit from international financial institutions and the European Union provided \$10.2 million in grant aid.

The stakeholder numbers for the project have also increased from three to four.

“The Southern Gas Corridor Company (SGC) had previously a 58 percent share but transferred a 7 percent stake to SOCAR Turkey. Currently, the SGC holds 51 percent, Turkey’s BOTAS 30 percent, BP 12 percent and SOCAR Turkey 7 percent,” he explained.

Duzyol also stressed that the TANAP pipeline could also be used to transfer gas from the Eastern Mediterranean or Iraq, conditional on sufficient demand and agreements.

TANAP’s initial capacity per year will be 16 billion cubic meters from which Turkey will withdraw 6 billion cubic meters while the remaining 10 billion cubic meters will be delivered to Europe.